

QUESTIONS

Thomas Sila

Journaliste Atlantico.fr

Chef de projet Atlantico éditions/Eyrolles

<http://www.atlantico.fr/editions>

Croissance en berne (prévisions 2014 : entre 0,5 et 1,1% selon le ministère russe de l'Economie pour 2014 Vs. croissance moyenne annuelle de 7% dans les années 2000), hausse du taux directeur ce week-end, chute de la valeur du rouble (-10% depuis janvier), baisse du crédit, fuite des capitaux (46 milliards d'euros depuis janvier), etc. Dans quelle mesure la crise ukrainienne, et avec elle les sanctions économiques prises à l'encontre de la Russie par les puissances occidentales (européennes notamment), participe-t-elle de cette dégradation de l'économie ?

L'état de l'économie russe s'est dégradé bien avant la mise en place de sanctions par les Occidentaux. La forte croissance de la période 2000-2007 s'inscrivait dans un contexte général d'expansion de la politique monétaire américaine, de bulles spéculatives, d'accélération des rythmes économiques et d'effolement des marchés de produits de base. La Russie bénéficiait de ce qu'Alan Greenspan qualifiait alors d' « exubérance irrationnelle des marchés ». Sa croissance était tirée par les prix du pétrole et du gaz.

Au vrai, la Russie n'est pas une économie émergente et les années de facilités n'ont pas été mises à profit pour mener des réformes structurelles, réforme indispensables au franchissement de nouveaux seuils économiques et techniques. Au contraire, les pétro-dollars et l'enrichissement du pays ont été utilisés pour financer le régime autoritaire-patrimonial russe, et renforcer ce que les marxistes d'antan appelleraient un « capitalisme monopolistique d'Etat ».

Le retournement du cycle était amorcé bien en amont du conflit géopolitique autour de l'Ukraine et la présente situation met pleinement au jour les difficultés rencontrées par l'économie russe. C'est parce que cette économie est par nature fragile que les sanctions occidentales peuvent produire des effets réels. Dans les années 2000, le pouvoir russe a surestimé sa puissance, en se fondant sur des indicateurs quantitatifs dépendant de conditions sur lesquelles il n'a pas prise.

L'UE envisage l'adoption d'un nouveau train de sanctions économiques à l'encontre de la Russie, via le gel des avoirs de hautes personnalités russes parmi lesquelles Alexandre Bortnikov le chef du FSB et Mikhaïl Fradkov le chef des services du renseignement extérieur, ou bien encore l'interdiction de pénétrer le territoire de l'UE. Concrètement, quel est l'effet économique déjà mesuré de ce type de sanctions (niveau 1) prises par les Etats européens en mars dernier ?

Les effets directs peuvent sembler limités mais il faut aussi prendre en compte les effets indirects, non immédiatement visibles (songeons à Frédéric Bastiat : « ce qui se voit et ce qui ne se voit pas »). De plus, les sanctions prises par l'UE s'ajoutent à celles des Etats-Unis, ce qui fait beaucoup. L'ensemble de ces mesures fragilise plus encore les perspectives économiques de la Russie et aggravent le climat des affaires, notoirement mauvais. L'accélération de l'évasion de capitaux, dont le montant total dépasse déjà celui de 2013 (total lui-même antérieur à celui de 2012), est un bon indicateur.

D'une part, les capitalistes russes, même proches du pouvoir, n'ont pas confiance dans leur pays, d'autant plus que les droits de propriété et les garanties juridiques sont incertains. D'autre part, nombre de firmes étrangères, déjà méfiantes vis-à-vis de l'environnement russe et des perspectives de croissance, reportent un certain nombre de projets d'investissement. Les PME-PMI qui évoluent dans leur sillage en font de même. C'est un mouvement d'ensemble qui est amorcé.

Enfin, nombre de grands groupes russes sont très endettés. Les sanctions déjà prises, et celles à venir, gênent l'accès au marché des capitaux, essentiel pour leur refinancement. L'Etat russe lui-même, bien que faiblement endetté, pourrait subir les conséquences de la présente situation. Sa notation a été dégradée par les principales agences. Prétendre monter sa propre agence de notation, en partenariat avec la Chine, ne modifiera pas les perceptions et anticipations des bailleurs de fonds.

Les discussions concernant de nouvelles sanctions à l'égard de la Russie prennent en considération les sanctions économiques de niveau 3, celles qui visent les secteurs clés de l'économie russe comme l'armement, la finance, et les nouvelles technologies. Quel serait l'impact de telles sanctions sur l'économie russe ? Avec quelles conséquences pour l'économie des Etats européens ?

Le pouvoir russe s'est montré très sensible à la mise en oeuvre de sanctions de ce type par les Etats-Unis. L'embargo américain sur un certain nombre de technologies duales, à usage civil et militaire, menace l'effort militaire russe (réforme des armées en 2008 et plan de réarmement de 600 milliards de dollars sur la période 2010- 2020). De fait, le rééquipement des armées ne peut se faire sans procéder à l'importation de biens et technologies critiques.

L'enjeu n'est pas tant de frapper l'économie russe en elle-même que de gêner, d'empêcher, la reconstitution d'un appareil militaire coercitif qui pourrait être utilisé contre les voisins de la Russie. Le scénario n'est pas purement hypothétique: le pouvoir russe mène une « guerre couverte » contre l'Ukraine (i.e. une guerre par procuration), et cette opération de déstabilisation s'inscrit dans une perspective plus large : la révision par la force des frontières occidentales et sud-occidentales de la Russie ainsi que la re-satellisation de tout ou partie de l'ex-URSS. La Russie se pose comme Etat révisionniste et perturbateur.

Sur le plan macro-économique, il faut relativiser les contrecoups des sanctions sur les économies européennes. Les dissymétries entre la Russie et l'Europe sont à l'avantage de cette dernière. L'Europe représente la moitié des exportations russes (90% de produits de base) mais la Russie ne représente que 7 % des exportations européennes (moins de 5% pour la zone Euro). Si l'on considère les marchés extérieurs de l'Allemagne, la Russie n'arrive qu'en 11^e position, derrière la Pologne.

Enfin, le « Politique » au sens fort du terme – présentement, la défense et la sécurité de l'Europe - , doivent prévaloir sur la recherche de parts de marché. Une remarque à ce propos : ceux-là mêmes qui projettent sur la Russie une idéologie prétendument héroïco-sacrée (faite de bric et de broc), pour inhiber les dirigeants européens, arguent de raisonnements purement économiques et commerciaux. L'économie n'est pas le destin et il faut être conscient des implications de la politique révisionniste russe en Europe : la mise en péril des règles de juste conduite sur lesquelles le système de coopération géopolitique euro-atlantique est fondé. Concrètement, la paix et la liberté de l'Europe. On peut déplorer la grande fatigue de l'Europe mais il n'y aura pas de régénération par la guerre, l'ensauvagement et la *tabula rasa*.

Quelle interprétation politique peut-on faire de la décision d'arbitrage rendue par la Cour d'arbitrage de la Haye qui condamne la Russie à payer 50 milliards de dollars aux anciens actionnaires de Loukos ? Cette décision peut-elle avoir un impact sur la politique menée par le président russe actuellement ?

Il est contradictoire pour un pays, quelle que soit sa taille, de chercher à s'enrichir en s'insérant dans les circuits économiques globaux, tout en prétendant s'affranchir des règles internationales qui conditionnent la libre circulation des flux et des capitaux.

En signant le traité sur la Charte internationale de l'énergie, Moscou a librement contracté un certain nombre d'obligations et l'Etat russe doit les respecter. Par association d'idées, on ne peut que songer au « mémorandum de Budapest », signé par Moscou en 1994. Cet accord

international garantit les frontières de l'Ukraine et l'Etat russe, en rattachant manu militari la Crimée à son territoire, a là encore renié sa signature.

L'arbitrage de la Cour de La Haye nous renvoie à l'affaire Khodorkovsky et au dépècement de Youkos, au bénéfice de Rosneft, groupe pétrolier d'Etat placé sous le contrôle d'Igor Setchine (cet intime de Vladimir Poutine est sous le coup des sanctions américaines prises ces dernier mois). Cette vendetta politico-mafieuse a marqué un tournant dans la Russie de l'après-Guerre froide. L'arrestation de Mikhaïl Khodorkovsky, en octobre 2003, a une forte signification politique : le durcissement du pouvoir en interne (la « verticale de pouvoir ») et le retournement de la politique extérieure russe, dans un sens anti-occidental sans cesse plus marqué. Nous avons plus d'une décennie de recul pour jauger la politique russe, ses tenants et aboutissants. Guère de place pour un jeu de dupes.

L'arbitrage de La Haye vient s'ajouter aux sanctions occidentales et aux difficultés économiques russes, pour renforcer le système de contraintes que Poutine doit prendre en compte dans la conduite de sa politique. Pourtant, il serait erroné de penser que l'économie à elle seule ramènera Poutine à de meilleurs sentiments. Les Occidentaux doivent renforcer leur cohésion et mener une politique russe d'ensemble.

Des règles de juste conduite doivent être adoptées dans le domaine des hautes technologies et de l'industrie d'armement, la solidarité géostratégique interalliée prévalant sur les intérêts commerciaux unilatéraux. De surcroît, si le conflit Russie- Occident se joue principalement sur les plans diplomatique et géoéconomique, la dimension militaire n'est pas à négliger. Le désarmement de l'Europe et le discours américain sur le « pivot », même pondéré, ont donné l'impression d'un vide géostratégique en Europe centrale et orientale. Cela a pu induire en tentation le pouvoir russe. Aussi l'OTAN doit-elle gagner en substance militaire (voir le sommet atlantique de septembre 2014, au Royaume-Uni).

Le cas loukos est symptomatique de l'attitude adoptée par Poutine depuis son arrivée au pouvoir en 2000 vis-à-vis des oligarques russes. Certains d'entre eux ont exprimé leur inquiétude vis-à-vis de la situation économique russe et du climat des affaires. Dans quelle mesure ces inquiétudes peuvent-elles être entendues par Poutine ?

Poutine n'est pas le simple arbitre de ce système autoritaire-patrimonial, certes marqué par la confusion des genres. Il contrôle le système. Sa personnalité n'est pas celle d'un chef mafieux animé par le seul esprit de lucre. En regard de son passé et de ce qui l'anime, Poutine peut être considéré comme un néo-stalinien. Son projet politique s'inscrit dans des représentations géopolitiques que l'on qualifiera de national-bolchéviques, représentations plus ou moins teintées d'eurasisme.

L'idée directrice de Poutine et de la classe dirigeante russe est de reconstituer un bloc de puissance, en opposition à l'Occident, sur la base d'un regroupement d'Etats post-soviétiques. Pleinement constituée, l'Union eurasienne serait l'expression institutionnelle de ce projet de puissance. Au plan mondial, Moscou prétend animer une sorte de coalition russo-chinoise rassemblant des « émergents » et anciens tributaires de l'Occident. Le discours manié sur la scène internationale est mâtiné de tiers-mondisme et cette dialectique rappelle celle du congrès de Bakou (voir l'appel à l'Orient contre l'Occident lancé en 1920).

Aussi, les considérations économiques semblent secondaires et si Poutine les prend en compte, c'est au titre des moyens mobilisables au service de son projet, ou encore des contraintes environnementales pesant sur ce même projet. Il ne faut pas voir en lui un dirigeant sensible aux conseils ou lamentations d'un parti *pro-business*.

Seules les retombées politiques, internes et externes, de la situation économique russe sont susceptibles de fléchir sa volonté. Pas le bien-être des Russes.

Au regard de la situation économique russe réelle, peut-on réellement envisager un fléchissement de la politique menée par Poutine ? Quelle attitude le président russe risque-t-il d'adopter si de nouvelles sanctions économiques étaient adoptées à l'encontre de son pays ? Quelle attitude devrait-il adopter dans l'intérêt économique du pays ?

Nous ne sommes pas au point de rupture et l'on peut penser que Poutine mise sur la capacité des Russes, peut-être exagérée, à durer et endurer. Si la mise en péril du pacte tacite qui liait la population russe à Poutine – apathie politique contre accès aux standards de la société d'abondance – ne menace pas le système de pouvoir, pourquoi changer de politique ? Ce conflit géopolitique – une sorte de paix froide – se jouera dans la durée.

Le scénario qui a la préférence d'un certain nombre de dirigeants occidentaux est le suivant : Poutine serait pris au piège de sa propagande et dépassé par la dynamique des événements. Si on lui ouvre une porte de sortie, il lâchera les groupes paramilitaires dits « pro-Russes » (nombre de combattant et matériels russes !) et voudra instaurer une nouvelle relation avec l'Occident. *In fine*, les événements en Ukraine n'auraient été qu'une poussée de fièvre et le « *business as usual* » pourrait vite reprendre (et tant pis pour la Crimée).

Sur le terrain, le cours des choses invalide ce scénario. Loin de suspendre son aide aux « pro-russes », Poutine l'a accentuée et c'est une vraie guerre, fût-elle « couverte », qui se déroule dans le Donbass et sur les frontières. Les « pro- Russes » sont militairement appuyés par l'armée russe qui a instauré une zone d'exclusion aérienne. C'est dans ce contexte que le tir de missile contre le vol de la *Malaysia Airlines*, le 17 juillet dernier, doit être replacé. De tels actes ne peuvent que conduire à de nouvelles sanctions.

Dans l'intérêt économique du pays, Poutine devrait tout simplement renoncer à sa politique revanchiste, révisionniste et réunioniste. Pour attirer des capitaux, changer le modèle de croissance et faire monter en gamme la Russie dans la division internationale du travail, il lui faudrait simultanément conduire une politique de réformes structurelles et une politique d'offre territoriale. Un véritable Etat de droit devrait être progressivement mis en place. Mais Poutine serait-il encore lui-même ?

Par ailleurs, la dernière utopie de l'Occident n'est-elle pas celle d'une résorption finale du « Politique » (conflits, polarité ami-ennemi, recours à la puissance et à la violence armée) dans l'économie? La gestion de la rareté et la satisfaction des besoins et désirs ne sont pas tout.

Le « Politique » est une essence, c'est-à-dire une activité originaire, inhérente à la condition humaine. Les risques et menaces générés par le pouvoir russe sont ceux que toutes les « polities » (les collectivités politiques), au cours de l'Histoire, ont dû affronter. Aucun dirigeant politique conscient de sa raison d'être – assurer la concorde intérieure et la sécurité extérieure de la « politie » prise en charge -, ne saurait raisonner en termes exclusivement économiques et eudémoniques.

Jean-Sylvestre Mongrenier
Chercheur associé à l'Institut Thomas More